



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.639/4
du 23 juin 2020

advies 67.639/4
van 23 juni 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal 'n° ...
instaurant un congé de
protection parentale corona
pour les militaires dans le
cadre de la crise sanitaire liée
au coronavirus Covid-19'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'nr ... tot instelling van
een coronaverlof voor
ouderschapsbescherming voor
de militairen in het kader van
de gezondheidscrisis ten
gevolge van het coronavirus
Covid-19'

Le 18 juin 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Affaires étrangères et de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'n° ... instaurant un congé de protection parentale corona pour les militaires dans le cadre de la crise sanitaire liée au coronavirus Covid-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 23 juin 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 juin 2020.

*

Op 18 juni 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Buitenlandse Zaken en van Defensie verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'nr ... tot instelling van een coronaverlof voor ouderschapsbescherming voor de militairen in het kader van de gezondheids crisis ten gevolge van het coronavirus Covid-19'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 juni 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Vu l'article 4, alinéa 3, de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I), je souhaite que l'avis me soit communiqué dans un délai de cinq jours ouvrables, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 20, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

À toutes fins utiles et compte tenu de la date à laquelle le présent avis est donné, il y a lieu d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur la nécessité d'adopter celui-ci au plus tard le 30 juin 2020, dès lors qu'il se fonde sur la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)', et ce puisque, conformément à l'article 7, alinéa 1^{er}, de cette même loi, les pouvoirs accordés au Roi « expirent trois mois après l'entrée en vigueur de la présente loi », laquelle a eu lieu le 30 mars 2020 en application de l'article 8 de la même loi.

OBSERVATION GÉNÉRALE

D'après le rapport au Roi, le projet a pour objet de

« instaurer un congé de protection parentale corona.

Suite aux mesures de confinement qui ont été prises à partir du 18 mars 2020, les militaires, au même titre que les autres citoyens, se voient dans l'obligation de garder leurs enfants à la maison durant la période pendant laquelle les écoles, les centres d'activité extra-scolaires et les garderies, ne peuvent les accueillir dans des conditions de sécurité suffisantes.

Il est dès lors proposé d'instaurer, en sus du congé de protection parentale existant déjà pour les militaires, un congé de protection parentale corona spécifique durant les périodes de confinement et de déconfinement, afin que les militaires puissent assurer la garde de leurs enfants en permettant la reprise du travail à temps partiel.

Le congé de protection parentale corona est financièrement plus avantageux que le congé de protection parentale classique et a pour avantage qu'il ne compte pas pour la durée maximale du congé de protection parentale classique.

Tout en tenant compte de la spécificité du statut des militaires, le présent projet s'inspire très largement de l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020 pris en exécution de l'article 5, § 1^{er}, 5°, de la loi du 27 mars 2020 accordant des pouvoirs spéciaux au Roi afin de prendre des mesures dans la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II) visant le congé parental corona ».

Comme l'a confirmé l'officier déléguée, l'intention de l'auteur du projet est de prévoir un congé de protection parentale corona pour les militaires qui se calque le plus possible sur le congé de protection parentale corona du personnel civil de la Défense tel que prévu par l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020.

Or, il y a lieu d'observer que diverses modifications à l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020 sont actuellement en projet et font simultanément l'objet d'une demande d'avis à la section de législation sur un projet d'arrêté royal 'pris en exécution de l'article 5, § 1^{er}, 5° de la loi du 27 mars 2020 accordant des pouvoirs au Roi afin de prendre des mesures dans la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II) visant à prolonger certaines mesures et à préciser certaines modalités du congé parental corona et du chèque consommation', enrôlée sous le numéro 67.652/1 (ci-après « le projet n° 67.652/1 »).

Il s'agit notamment de prolonger les mesures du 30 juin 2020 au 30 septembre 2020 (article 8 du projet, article 11, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020, en projet). D'autres dispositions prévoient de modifier les articles 4 à 9 de ce même arrêté royal n° 23 (articles 2 à 7 du projet).

Interrogée sur les conséquences de ces modifications en projet, l'officier déléguée a indiqué qu'en raison de l'urgence d'adopter les mesures avant l'échéance des pouvoirs spéciaux pour éviter toute discrimination entre le personnel civil et militaire, le projet à l'examen a été transmis pour avis à la section de législation.

Elle a également précisé ce qui suit :

« Je confirme l'intention de la Défense d'intégrer dans notre projet les dernières modifications apportés à l'AR n° 23 du 13 mai 2020, notamment : le congé temps plein pour les parents 'isolés' ou lorsque l'enfant est frappé d'un handicap, ainsi que la majoration de l'allocation de 50 % dans les mêmes cas de figure, la prolongation de la mesure au 30 septembre 2020, ... ».

Il en résulte que la version du texte examiné qui est soumise à la section de législation n'est pas aboutie et que c'est sous cette importante réserve que les observations particulières sont formulées. Rien ne peut en conséquence être déduit du présent avis quant à l'impact qu'aurait l'avis que rendra la section de législation sur le projet n° 67.652/1 et ses implications éventuelles sur le projet à l'examen.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Comme l'a confirmé l'officier déléguée, le projet a pour unique fondement juridique l'article 5, § 1^{er}, 5°, de la loi 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)' ¹.
2. L'alinéa 4 sera rédigé sous la forme d'un considérant dès lors qu'il s'agit d'un texte faisant partie du cadre juridique.

DISPOSITIF

Articles 2, 3, 6 et 8

1. La règle instaurée par l'article 2, alinéa 1^{er}, a pour effet de soumettre le congé de protection parentale corona aux règles et conditions applicables au congé de protection parentale visé à l'article 53quinquies de la loi du 13 juillet 1976 'relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées' et à l'arrêté royal du 25 avril 2004 'relatif aux procédures de demande et d'octroi du congé de protection parentale et du congé pour soins à un parent gravement malade' sauf dérogation prévue par l'arrêté royal en projet.

Par voie de conséquence, les articles 3, 6, alinéa 2, seconde phrase, et 8, § 1^{er}, alinéa 2, en tant qu'ils ont pour objet de renvoyer à l'application de ces dispositions ou de les paraphraser seront omis.

2. L'article 2, alinéa 2, tend à déroger à l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 avril 2004.

Cette disposition devrait être placée dans l'article 8 qui a également pour objet de déroger à l'article 1^{er}, alinéas 1^{er} et 4 à 6 du même arrêté royal du 25 avril 2004.

Article 3

L'article 3 ne présente d'utilité qu'en ce qu'il contient une dérogation à l'article 53quinquies de la loi du 13 juillet 1976 afin de permettre l'octroi du congé de protection parentale corona non seulement dans l'hypothèse de la naissance d'un enfant ou de son adoption mais aussi dans celle du placement d'un enfant dans une famille d'accueil dans le cadre de la politique d'accueil.

¹ Voir, dans le même sens, l'avis n° 67.345/1 donné le 11 mai 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020 'pris en exécution de l'article 5, § 1, 5°, de la loi du 27 mars 2020 accordant des pouvoirs au Roi afin de prendre des mesures dans la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II) visant le congé parental corona', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67345.pdf>.

L'officier déléguée a précisé que

« La portée du congé de protection parentale corona est élargie au placement d'enfant dans une famille d'accueil, avec toujours le même objectif de limiter au minimum les différences entre le personnel civil de la Défense et les militaires »².

L'article 3 sera revu en tenant compte des observations formulées sous les articles 2, alinéa 1^{er}, et 3 du projet.

Articles 5, 7 et 10

L'article 5 ne précise pas à partir de quand le congé de protection parentale peut être exercé. L'article 7, § 1^{er}, permet au militaire qui, à partir du 1^{er} mai 2020, a obtenu un congé de protection parentale avec une réduction des prestations de travail de moitié ou d'un cinquième conformément à l'article 53quinquies de la loi du 13 juillet 1976, de demander de le convertir en congé de protection parentale corona. L'article 10, alinéa 1^{er}, prévoit une entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2020.

Quant à l'article 6 de l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020, il dispose que

« [l]e congé parental corona peut être exercé à partir du 1^{er} mai 2020 jusqu'au jour où le présent arrêté cesse d'être en vigueur [...] ».

Le parallélisme entre le texte en projet et l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020 quant à la possibilité de demander un congé de protection parentale corona à partir du 1^{er} mai 2020 n'existe donc qu'en cas de conversion d'un congé de protection parentale classique en congé de protection parentale corona.

Dans son avis, l'Inspecteur des Finances relevait ceci :

« IF richt haar analyse op het bestaan van voormeld KB nr. 23 en de overeenstemming hiermee van voorliggend ontwerp voor de militairen. IF bevestigt na onderzoek dat het ontwerp er mutatis mutandis mee overeenkomt. Ondervraagd aangaande de afwijkende datum van inwerkingtreding (KB nr. 23 treedt in werking op 1 mei 2020) heeft Defensie erop gewezen dat de toekenning van een coronaverlof voor ouderschapsbescherming wordt beoogd voor de maanden juli en augustus (het is te laat dit toe te kennen voor mei en juni). De conversie vanuit een bestaand verlof voor ouderschapsbescherming is daarentegen wel mogelijk met ingang van 1 mei 2020 (cf. art. 7, § 1 van het ontwerp) ».

Le rapport au Roi gagnerait à être complété sur ce point.

Articles 7 et 8

L'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, utilise l'expression « jours ouvrables ». Tel est également le cas dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er}.

² Voir l'article 5, § 2, de l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020.

Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, cette expression exclut le dimanche et les jours fériés légaux, mais que, par contre, le samedi est un jour ouvrable³.

Si l'intention de l'auteur du projet était, pour l'application du texte, de ne pas considérer le samedi comme un jour ouvrable, il conviendrait de compléter le dispositif en indiquant que la notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Article 8

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, doit être rédigé en indiquant qu'il déroge à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 avril 2004, et le paragraphe 2 en précisant qu'il s'agit d'une dérogation à l'article 1^{er}, alinéas 4 à 6, du même arrêté royal.

Article 9

Interrogée sur l'article 9, l'officier déléguée a précisé ce qui suit :

« Le congé de protection parentale 'classique' n'est pas applicable aux candidats (Loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, Art 95, alinéa 2) 'Les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires de carrière en matière de retrait temporaire d'emploi pour convenances personnelles, de protection parentale et de retrait temporaire d'emploi pour raisons familiales ne sont pas applicables aux candidats militaires'. Nous n'avons pas l'intention de rendre le congé de protection parentale Corona applicable aux candidats ».

Il y a dès lors lieu de rédiger l'article 9 comme suit :

« Conformément à l'article 95, alinéa 2, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux candidats militaires ».

Le rapport au Roi sera également complété en conséquence.

Article 10

L'article 11, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020 prévoit qu'il cesse de produire ses effets le 30 juin 2020.

³ Voir par exemple : C.E., 20 mai 2010, n° 204.165, Piret et C.E., 11 février 2014, n° 226.375, Libert.

Dans la mesure où l'alinéa 2, prévoit que le présent arrêté cesse d'être en vigueur à la date où l'arrêté royal n° 23 du 13 mai 2020 cesse d'être en vigueur, il y a lieu de veiller à ce que la prolongation au 30 septembre 2020, envisagée par le projet n° 67.652/1, soit adoptée antérieurement au présent projet ou à tout le moins simultanément.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

“Vu l’article 4, alinéa 3, de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I), je souhaite que l’avis me soit communiqué dans un délai de cinq jours ouvrables, conformément à l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 20, des lois coordonnées sur le Conseil d’État.”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Voor zover dat nodig is, en gelet op de datum van dit advies, wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat het ontwerp ten laatste op 30 juni 2020 moet worden vastgesteld, aangezien het steunt op de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’; overeenkomstig artikel 7, eerste lid, van die wet, vervalt de aan de Koning verleende machtiging namelijk “drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet”, die, met toepassing van artikel 8 van dezelfde wet, op 30 maart 2020 viel.

ALGEMENE OPMERKING

Volgens het verslag aan de Koning strekt het ontwerp tot

“het instellen van een coronaverlof voor ouderschapsbescherming.

Ten gevolge van de afzonderingsmaatregelen die werden genomen vanaf 18 maart 2020, zagen de militairen, net zoals alle andere burgers, zich verplicht hun kinderen thuis op te vangen gedurende de periode tijdens dewelke de scholen, de buitenschoolse centra en de dagverblijven hen niet konden opvangen in voldoende veilige omstandigheden.

Er wordt dan ook voorgesteld om, in aanvulling op het bestaande verlof voor ouderschapsbescherming voor de militairen, een specifiek coronaverlof voor ouderschapsbescherming in te stellen gedurende de periode van afzondering en inperking zodat de militairen de opvang van hun kinderen kunnen verzekeren door deeltijdse werkhervatting toe te laten.

Het coronaverlof voor ouderschapsbescherming is financieel voordeliger dan het gewoon verlof voor ouderschapsbescherming en heeft als voordeel dat het niet telt voor de maximum duur van het gewoon verlof voor ouderschapsbescherming.

Rekening houdend met de specificiteit van het statuut van de militairen, is dit ontwerp grotendeels geïnspireerd op het koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020 tot uitvoering van artikel 5, § 1, 5°, van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het corona virus COVID-19 (II) houdende het corona-ouderschapsverlof.”

Zoals de gemachtigde officier heeft bevestigd, wil de steller van het ontwerp in een coronaverlof voor ouderschapsbescherming voor militairen voorzien dat zo veel mogelijk een kopie is van het coronaverlof voor ouderschapsbescherming van het burgerpersoneel van Defensie, zoals bepaald in koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020.

Er dient echter te worden opgemerkt dat verschillende wijzigingen van koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020 momenteel in de ontwerpfase zitten en tegelijk het voorwerp uitmaken van een adviesaanvraag, gericht aan de afdeling Wetgeving, betreffende een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot uitvoering van artikel 5, § 1, 5° van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus Covid-19 (II) tot verlenging van sommige maatregelen en tot verduidelijking van bepaalde modaliteiten van het corona ouderschapsverlof en van de consumptiecheque’, ingeschreven onder rolnummer 67.652/1 (hierna “ontwerp 67.652/1” genoemd).

Het gaat er met name om dat de maatregelen zouden worden verlengd van 30 juni 2020 tot 30 september 2020 (artikel 8 van het ontwerp, ontworpen artikel 11, tweede lid, van koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020). In andere bepalingen worden de artikelen 4 tot 9 van datzelfde koninklijk besluit nr. 23 gewijzigd (artikelen 2 tot 7 van het ontwerp).

Naar aanleiding van een vraag over de consequenties van die ontworpen wijzigingen heeft de gemachtigde officier gesteld dat het voorliggende ontwerp om advies is overgezonden aan de afdeling Wetgeving omdat de maatregelen dringend moeten worden vastgesteld voordat de bijzondere machten eindigen, teneinde elke discriminatie tussen het burgerlijk en het militair personeel te voorkomen.

Ze heeft ook het volgende gesteld:

“Je confirme l'intention de la Défense d'intégrer dans notre projet les dernières modifications apportés à l'AR n° 23 du 13 mai 2020, notamment: le congé temps plein pour les parents ‘isolés’ ou lorsque l'enfant est frappé d'un handicap, ainsi que la majoration de l'allocation de 50 % dans les mêmes cas de figure, la prolongation de la mesure au 30 septembre 2020, ...”

Daaruit volgt dat de versie van de voorliggende tekst, die aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, nog niet af is; onder dat belangrijke voorbehoud worden de hiernavolgende bijzondere opmerkingen gemaakt. Uit dit advies kunnen dus geen gevolgtrekkingen worden gemaakt over de eventuele impact van het advies dat de afdeling Wetgeving over ontwerp 67.652/1 zal geven, noch over de eventuele implicaties ervan op het voorliggende ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Zoals de gemachtigde officier heeft bevestigd, ontleent het ontwerp zijn rechtsgrond alleen aan artikel 5, § 1, 5°, van de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’.¹
2. Het vierde lid moet in de vorm van een overweging worden geredigeerd, aangezien het gaat om een tekst die tot het juridische kader behoort.

DISPOSITIEF

Artikelen 2, 3, 6 en 8

1. De regel die bij artikel 2, eerste lid, wordt ingesteld, heeft als effect dat het coronaverlof voor ouderschapsbescherming onder de regels en voorwaarden valt die gelden voor het verlof voor ouderschapsbescherming bedoeld in artikel 53^{quinquies} van de wet van 13 juli 1976 ‘betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht’ en in het koninklijk besluit van 25 april 2004 ‘betreffende de aanvraag- en toekenningsprocedures van het verlof voor ouderschapsbescherming en het verlof voor verzorging van een zwaar zieke verwant’, behalve waar het ontworpen koninklijk besluit in een afwijking daarvan voorziet.

Bijgevolg moeten de artikelen 3, 6, tweede lid, tweede zin, en 8, § 1, tweede lid, worden weggelaten, daar ze naar de toepassing van die bepalingen verwijzen of die bepalingen parafraseren.

2. Artikel 2, tweede lid, strekt ertoe af te wijken van artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 april 2004.

Die bepaling hoort thuis in artikel 8, dat er eveneens toe strekt af te wijken van artikel 1, eerste en vierde tot zesde lid, van hetzelfde koninklijk besluit van 25 april 2004.

¹ Zie in dezelfde zin advies 67.345/1, op 11 mei 2020 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020 ‘tot uitvoering van artikel 5, § 1, 5°, van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II) houdende het corona ouderschapsverlof’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67345.pdf>.

Artikel 3

Artikel 3 is enkel nuttig in zoverre het een afwijking bevat van artikel 53^{quinqies} van de wet van 13 juli 1976, om het mogelijk te maken dat het coronaverlof voor ouderschapsbescherming niet alleen wordt toegekend in het geval van de geboorte of de adoptie van een kind, maar ook wanneer een kind in het kader van de pleegzorg in een opvanggezin wordt geplaatst.

De gemachtigde officier heeft het volgende gepreciseerd:

“La portée du congé de protection parentale corona est élargie au placement d'enfant dans une famille d'accueil, avec toujours le même objectif de limiter au minimum les différences entre le personnel civil de la Défense et les militaires.”²

Artikel 3 moet worden herzien, rekening houdend met de opmerkingen die over de artikelen 2, eerste lid, en 3 van het ontwerp zijn gemaakt.

Artikelen 5, 7 en 10

Artikel 5 preciseert niet vanaf wanneer het verlof voor ouderschapsbescherming kan worden genomen. Luidens artikel 7, § 1, kan een militair die verlof voor ouderschapsbescherming heeft gekregen waarbij zijn arbeidsprestaties vanaf 1 mei 2020 zijn verminderd met de helft of met één vijfde, in het kader van het verlof voor ouderschapsbescherming bedoeld in artikel 53^{quinqies} van de wet van 13 juli 1976, vragen dat verlof om te zetten in het coronaverlof voor ouderschapsbescherming. Artikel 10, eerste lid, stelt de inwerkingtreding vast op 1 juli 2020.

Zijnerzijds bepaalt artikel 6 van koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020 het volgende:

“Het corona-ouderschapsverlof kan worden uitgeoefend vanaf 1 mei 2020 tot en met de dag van buitenwerkingtreding van dit besluit (...).”

Wat betreft de mogelijkheid om een coronaverlof voor ouderschapsbescherming te vragen vanaf 1 mei 2020, lopen de ontworpen tekst en koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020 dus alleen parallel in het geval waarin een klassiek verlof voor ouderschapsbescherming wordt omgezet in een coronaverlof voor ouderschapsbescherming.

De inspecteur van Financiën heeft in zijn advies het volgende opgemerkt:

“IF richt haar analyse op het bestaan van voormeld KB nr. 23 en de overeenstemming hiermee van voorliggend ontwerp voor de militairen. IF bevestigt na onderzoek dat het ontwerp er mutatis mutandis mee overeenkomt. Ondervraagd aangaande de afwijkende datum van inwerkingtreding (KB nr. 23 treedt in werking op 1 mei 2020) heeft Defensie erop gewezen dat de toekenning van een coronaverlof voor ouderschapsbescherming wordt beoogd voor de maanden juli en augustus (het is te laat dit toe te kennen voor mei en juni). De conversie vanuit een bestaand verlof voor

² Zie artikel 5, § 2, van koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020.

ouderschapsbescherming is daarentegen wel mogelijk met ingang van 1 mei 2020 (cf. art. 7, § 1 van het ontwerp).”

Het verslag aan de Koning zou op dat punt moeten worden aangevuld.

Artikelen 7 en 8

In artikel 7, § 1, tweede lid, wordt de uitdrukking “werkdagen” gebruikt. Dat is ook zo in artikel 8, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid.

Volgens een vaste rechtspraak dekt die uitdrukking behoudens andersluidende bepaling niet de zondagen en de wettelijke feestdagen, maar zijn zaterdagen daarentegen wel werkdagen.³

Als de steller van het ontwerp de bedoeling heeft om voor de toepassing van de tekst de zaterdag niet als een werkdag te beschouwen, zou hij in het dispositief ook moeten stellen dat het begrip “werkdag” verwijst naar alle dagen die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn.

Artikel 8

In paragraaf 1, eerste lid, moet worden gesteld dat die bepaling afwijkt van artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 april 2004, en in paragraaf 2 moet duidelijk worden gemaakt dat het gaat om een afwijking van artikel 1, vierde tot zesde lid, van datzelfde koninklijk besluit.

Artikel 9

Naar aanleiding van een vraag over artikel 9 heeft de gemachtigde officier de volgende precisering gegeven:

“Le congé de protection parentale ‘classique’ n’est pas applicable aux candidats (Loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, Art 95, alinéa 2) ‘Les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires de carrière en matière de retrait temporaire d’emploi pour convenances personnelles, de protection parentale et de retrait temporaire d’emploi pour raisons familiales ne sont pas applicables aux candidats militaires’. Nous n’avons pas l’intention de rendre le congé de protection parentale Corona applicable aux candidats.”

Artikel 9 moet dan ook als volgt worden geredigeerd:

“Overeenkomstig artikel 95, tweede lid, van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht, zijn de bepalingen van dit besluit niet van toepassing op de kandidaat-militairen.”

³ Zie bijvoorbeeld RvS 20 mei 2010, nr. 204.165, *Piret* en RvS 11 februari 2014, nr. 226.375, *Libert*.

Ook moet het verslag aan de Koning dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 10

In artikel 11, tweede lid, van koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020 wordt bepaald dat dat besluit op 30 juni 2020 buiten werking treedt.

In zoverre het tweede lid bepaalt dat dit besluit buiten werking treedt op de datum waarop koninklijk besluit nr. 23 van 13 mei 2020 buiten werking treedt, dient erop toegezien te worden dat de verlenging tot 30 september 2020 die ontwerp 67.652/1 in het vooruitzicht stelt, wordt vastgesteld nog voordat het voorliggende besluit wordt vastgesteld, of op zijn minst gelijktijdig daarmee.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET